

Gel du point d'indice, suppression de la GIPA, jours de carence...

Les fonctionnaires encore et toujours dans la ligne de mire.



Alors que les services publics sont exsangues et que la fonction publique n'a jamais été aussi peu attractive, l'urgence gouvernementale n'est donc pas dans le manque de moyens des hôpitaux, de la justice, des administrations de contrôle et globalement du service rendu à la population et à la société.

Le gouvernement ressort les vieilles recettes : Haro sur les fonctionnaires responsables de tout les maux!

Après avoir annoncé le gel du point d'indice, annoncé la suppression de la garantie individuelle au pouvoir d'achat (GIPA), le ministre de la fonction publique annonce des mesures sur les jours de carence et la rémunération pendant les congés maladie. Sous des prétextes fallacieux d'égalité entre Public et Privé (mais pas celle entre les femmes et les hommes) ou de responsabiliser les fonctionnaires, il s'agit surtout de prendre le moins disant du privé pour aligner vers le bas !

Aucun doute n'est permis, ce sont bien 5 milliards d'euros qu'ils annoncent économiser sur le dos des fonctionnaires !

À la DGFIP, il suffit de se pencher sur le rapport social unique (RSU) de 2023 pour analyser l'ampleur de l'impact négatif si ces mesures devaient être mises en œuvre.

En 2023, 26452 agent.es ont bénéficié de la GIPA soit 28,2 % des effectifs. Dans ces bénéficiaires, 58,7 % sont des femmes alors qu'elles représentent 57,4 % des effectifs de la DGFIP ! 74 % des bénéficiaires sont des agent.es de catégorie C ou B !
Ce sont donc encore une fois les catégories les moins rémunérées et les femmes qui vont voir leur pouvoir d'achat diminué.

Concernant les jours de carence, en 2023, ce sont 41 % d'agent.es C qui ont perdu une journée de salaire alors qu'ils et elles représentent 25,5 % des effectifs de la DGFIP. Toutes catégories confondues, ce sont majoritairement des femmes (66%) qui ont perdu une journée de salaire, au-delà de ce qu'elles représentent dans les effectifs globaux (57,4%).

Les effets d'annonces et d'affichages sur l'égalité se heurtent à nouveau à la réalité !

Cette hémorragie n'a que trop duré. **Ce n'est pas aux fonctionnaires de payer la facture et la DGFIP en particulier** a déjà payé un lourd tribut qui pèse chaque jour sur les agent.es et les services publics.

À l'écoute des citoyen.nes et des agent.es, **la CGT Finances Publiques exige un investissement d'urgence** pour une **augmentation des salaires** et **l'amélioration des conditions de travail**, pour un service public de proximité, au service de la population et de la société.

La CGT Finances Publiques appelle les agent.es des Finances Publiques à se saisir de tous les droits à leur disposition (réunions, HMI, AG, instances ...) pour faire connaître leur exaspération et leur désaccord. La CGT Finances Publiques œuvrera, dans l'unité, à faciliter et proposer des moyens d'action pour faire aboutir vos revendications.

